

Éditorial

Le développement durable : question de risques ?

Pierre Moszkowicz*

Rédacteur en Chef, Insa de Lyon

◆ A la demande du gouvernement, l'Académie des Sciences a mis en place un comité d'experts pour établir un rapport sur l'état de la science et de la technologie en France. Onze rapports ont été élaborés, ainsi qu'une synthèse, objet d'un douzième volume. Cet ensemble brosse un panorama détaillé des moyens mis en œuvre dans des domaines de la recherche et du développement à forts enjeux économiques et sociaux. Une de ces études concerne le thème des « Matériaux du nucléaire ». Le développement de la filière électronucléaire a dès ses origines impliqué en France un important effort de recherche dans ce domaine. En effet la sûreté des installations et de la gestion des matières radioactives demande une extrême fiabilité des propriétés des nombreux matériaux mis en œuvre et soumis à des conditions exceptionnelles. Le rapport récemment publié (RST n°5, Académie des Sciences, Editions Tec & Doc, www.tec-et-doc.com) aborde les problématiques posées par les matériaux aux différentes échelles : compréhension des mécanismes élémentaires à l'échelle microscopique, maîtrise du devenir à très long terme des déchets radioactifs, organisation du démantèlement des centrales en fin de vie qui sont autant d'enjeux qui ont demandé et demandent encore la mobilisation de la communauté scientifique. Les conclusions du rapport amènent à des recommandations pour la mise en œuvre d'une politique de la recherche capable de relever les nombreux défis posés par l'avenir de la filière énergétique française, dans un contexte international devenu aujourd'hui beaucoup plus compétitif. La lecture de ce document permet d'avoir une vision très précise et souvent très pointue sur la plupart des problèmes posés par le développement du nucléaire. Il apparaît en particulier très clairement que la demande sociale d'une garantie de la sécurité des choix technologiques devient l'un des principaux axes de structuration des efforts de la recherche.

Si le domaine du nucléaire possède des spécificités évidentes, certaines des conclusions peuvent être transposées aux nombreuses problématiques où cette attente sociale de la maîtrise des risques technologiques joue un rôle déterminant. En particulier le domaine des déchets industriels peut être abordé de manière analogue. La recherche scientifique nécessaire pour résoudre les problèmes posés par les déchets est très multiforme, encore plus dispersée que celle développée dans le domaine nucléaire, et doit aborder des sujets très disparates: études à l'échelle microscopique pour la connaissance physicochimique des polluants et de leur devenir dans l'environnement, évaluations des impacts sur les écosystèmes et la santé, développements méthodologiques pour l'aide à la décision en matière réglementaire, etc... Les travaux de laboratoire doivent toujours rester en phase avec les

demandes des différents acteurs qui sont souvent contradictoires. C'est finalement comme pour le nucléaire la recherche d'un consensus démocratique pour l'acceptation sociale des risques maîtrisés qui doit guider la politique de la recherche et le rôle des experts.

« Si le monde n'est pas plus dangereux qu'avant, le risque est plus qu'une menace : il est devenu la mesure de notre action. La société du risque fait de l'avenir la question du présent ». Cette courte citation est tirée d'une lecture très stimulante qui nous est proposée par le sociologue Ulrich Beck, auteur en 1986 d'un essai qui vient d'être traduit et publié en français : « La société du risque : sur la voie d'une autre modernité » (collection Alto, Aubier éditeur). Il n'est bien sûr pas question ici de résumer ou de schématiser la pensée très dense et très décapante qui émane de cet ouvrage qui reste plus que jamais d'une très grande actualité. Quelques points-clés peuvent être cités :

- la société industrielle du XX^{ème} siècle est restée structurée sur le modèle social de la production et de la répartition des richesses, en ignorant pratiquement les conséquences sur l'environnement, considérées comme extérieures au système de valeurs,
- la société aujourd'hui intériorise de plus en plus les risques (sociaux, environnementaux, santé), car chacun se sent menacé par des dangers non maîtrisés en participant par ailleurs individuellement à leur émergence,
- c'est alors la répartition des risques qui devient un enjeu social en concurrence avec la répartition des richesses, la dichotomie entre responsables et victimes n'étant pas effective,
- la frontière entre science et politique s'efface aussi car la maîtrise de la connaissance et celle des processus de transformation sociale sortent des espaces traditionnellement dévolus et sont médiatisées dans la société selon des modes nouveaux.

Une nouvelle citoyenneté pour une nouvelle démocratie doit alors émerger pour un partage équitable du risque ; ce que l'auteur définit comme la « Société du Risque », où le rôle des experts scientifiques doit connaître une évolution profonde, en prise directe avec la demande sociale.

Le rapprochement entre les deux ouvrages évoqués ici est intéressant. Le premier est un des meilleurs rapports d'experts qui puisse être élaboré sur la question du nucléaire, dont le développement est totalement lié à l'acceptabilité sociale des risques sur l'environnement et la santé. Le second permet de situer cette problématique du risque comme centrale pour le développement durable de la société.

* Pierre Moszkowicz

Directeur du Laboratoire d'analyse environnementale des procédés et des systèmes industriels – Insa de Lyon – 20, avenue Albert Einstein - Bâtiment 404 - 69621 Villeurbanne cedex